

Conseil national du PCF
25 avril 2008

Gilles ALFONSI, Seine-Saint-Denis

Echec en Italie, succès en Allemagne

Ce qui a fait l'échec en Italie, c'est l'inféodation à une coalition gouvernementale menant une politique social-libérale, où les communistes ont avalé d'énormes couleuvres (ce qui ne nous est pas totalement étranger). Et c'est un bricolage électoraliste en lieu et place d'une construction politique autonome, populaire et dotée d'un projet. Or, les coups politiques, les constructions superficielles, cela ne fonctionne pas.

Ce qui fait les succès de *Die Linke*, c'est la stratégie d'autonomie par rapport au SPD (tout en se situant dans la perspective d'une majorité politique) et c'est la construction dans le temps d'un nouveau sujet politique rassemblant des cultures politiques et des sensibilités différentes, mettant en question les frontières entre le social et le politique, et renouvelant le rapport aux institutions.

Il y a des leçons à tirer pour nous-mêmes sur ce qui se passe dans ces pays, notamment dans la perspective des élections européennes et régionales. Il faut travailler notre propre projet politique, il faut sortir du tête à tête avec le PS et ouvrir maintenant une construction politique d'un nouveau type.

Une autre conception du rôle des élus et du rapport entre mandat électif et parti

Les exposés qui ont été présentés sont intéressants mais on a parfois du mal à énoncer clairement ce qui nous différencie de la gauche socialiste.

Bien sûr, si ce qui nous distingue est uniquement de dire que nous appliquerons mieux la même chose (à partir du constat que le PS ne fait pas ce qu'il dit) ou si nous nous contentons de demander plus, alors nous ne faisons pas véritablement la différence.

Par exemple, la démocratie participative n'est pas nécessairement une marque de fabrique spécifique des communistes. Il existe bien des exemples de politique participative dans des collectivités de droite ou du PS, et bien des villes à direction communiste n'ont pas spécialement au cœur de leur pratique la démocratie participative.

Or, c'est un problème crucial pour la suite. Car il n'y a pas de raison de voter communiste si le vote communiste n'est pas porteur d'une conception franchement différente de l'élection, du mandat électif, de l'institution, du rapport entre l'institution et les citoyens. Nous avons pour cela des pistes à suivre, des fils à tirer.

Conception différente de l'élection, comme moment d'un processus politique plus large d'appropriation des pouvoirs et des savoirs, par opposition à une conception où la vie politique s'organise entièrement autour du moment de la concurrence

électorale. Or, même lorsque nous sommes conscients de ce problème, nous pratiquons souvent de la même façon que les autres forces politiques.

Conception différente du mandat électif, avec des élus-partenaires visant à conforter les luttes, les contre-pouvoirs, associant à la construction de projets et des politiques publiques, et à la prise de décision, diffusant le pouvoir dans la société, au lieu d'une conception où sont déléguées entièrement à l'élu la construction et la mise en œuvre de réponses (car la démocratie représentative est bien souvent synonyme de dépossession). Voilà ce que pourrait être notre conception de la « démocratie participative », mais alors il faudrait peut-être la nommer autrement.

Conception différente des institutions avec les combats à mener contre toutes les formes de bureaucratisation et de dépolitisation de la chose publique, tandis que prédomine l'acceptation des fonctionnements préexistants des structures administratives et politiques. En matière de gestion, souvent, nous prenons peu de risques, en nous conformant au rôle dévolu aux élus et aux collectivités locales là où nous pourrions pourtant aller bien plus loin dans l'innovation.

Par exemple, le fait de développer des politiques non obligatoires dans un département n'a rien de spécifiquement communiste. Aujourd'hui, toutes les collectivités mènent des politiques qui ne relèvent pas de leurs missions obligatoires, des politiques culturelles ou sportives par exemple. Mais ce qui nous distinguerait, ce qui serait une marque de fabrique, ce serait de créer de nouvelles réponses, de nouveaux droits et dispositifs, originaux, touchant à des enjeux structurants. Et cela suppose de se dégager bien plus que nous ne le faisons du souci gestionnaire et des contraintes de gestion (ce qui ne veut pas dire les nier). Au passage, prenons garde à l'idée que le national et l'international sont le lieu de la transformation sociale tandis que le local, la municipalité ne seraient que des lieux de résistances et de gestion « intégrée ».

Nous pourrions réfléchir avec nos élus et les citoyens à la mise en place, dans les villes et départements où nous sommes à l'exécutif, de droits nouveaux originaux, correspondant à des besoins sociaux. Et quand je dis réfléchir avec les élus et les citoyens, ce n'est certainement pas pour revenir à des formes de subordination des élus au parti, conception totalement dépassée selon laquelle il y aurait des « élus du parti ». Et ce n'est pas non plus pour que le parti devienne un parti au service de notables. Les relations à développer distinguent nécessairement les rôles, les fonctions, et elles ne doivent pas nier les contradictions.

Enfin, il est vrai que les expressions « communistes et apparentés » et « élus communistes et républicains » sont dépassées : elles relèvent de l'ancienne approche du parti au centre de la construction politique ; elles ne disent pas la vocation de rassemblement très ouvert que nous visons.

Dans notre conception du rapport entre l'institution et les citoyens, notre problème n'est pas simplement que l'élu fasse ce qu'il a annoncé, mais de promouvoir l'irruption des citoyens dans les institutions, d'ouvrir les institutions, de combattre tout ce qui dépossède les citoyens.

Elaborer une nouvelle cohérence stratégique

Le bipartisme sort renforcé des élections locales, au travers notamment de la très forte concentration des mandats d'élus par le PS et l'UMP. Pour casser le bipartisme, il est nécessaire de révolutionner notre conception de la politique, de la transformation sociale, du rassemblement.

Peut-on penser que la conception ancienne de l'union de la gauche puisse servir de base pour une stratégie politique aujourd'hui ? Le face à face avec le PS conduit à l'inféodation de fait du parti au PS, les discours les plus radicaux contre les dérives social-libérales du PS ne contrecarrant d'aucune manière le phénomène.

Je ne suis pas militant d'une union de la gauche qui depuis 25 années a tant déçu les attentes populaires qu'elle avait fait naître et a désespéré tant de citoyens, et qui n'a en rien permis de révolutionner les rapports sociaux. Faut-il rappeler comment s'est terminée la gauche plurielle, que le PS a perdu consécutivement trois élections présidentielles, que le PC s'est considérablement affaibli ?

L'alternative à la réactivation illusoire des constructions anciennes est de développer une autre conception :

- Une conception de mise en question de la coupure entre le social et le politique, conduisant à ce que de nouveaux acteurs politiques émergent, capable de chahuter le jeu politique,
- Une conception traitant de front le problème du rapport entre politique et institutions,
- Une conception aboutissant à développer patiemment et de manière très déterminée, une construction politique nouvelle, et non des bricolages électoraux de dernière minute comme en Italie.

Comme le disait Aimé Césaire en 1956, en soulignant la puissance de l'arme de l'unité, « *J'opte pour le plus large contre le plus étroit, pour le mouvement qui nous met au coude à coude avec les autres et contre celui qui nous laisse entre nous, pour ce qui libère l'énergie créatrice des masses contre ce qui canalise et finalement stérilise* ». Et concernant l'organisation, je le cite à nouveau : il y a lieu « *de rechercher une forme d'organisation aussi large et souple que possible, une forme d'organisation susceptible de donner élan au plus grand nombre, plutôt qu'à caporaliser un petit nombre* ».

Première proposition concrète donc : lançons une initiative politique nouvelle avec d'autres, à égalité (pour paraphraser Aimé Césaire, sans confondre alliance et subordination et en faisant que le pouvoir descende et s'enracine dans le peuple), en vue de travailler sur un projet politique partagé, populaire, de transformation sociale, au sein duquel l'apport spécifique des communistes sera très important. C'est autre chose que de lancer seulement nos propres initiatives en appelant à les rejoindre. Prenons garde à l'accélération possible des recompositions, chacun a vu la déclaration de principe du PS, le texte de Jean-Pierre Chevènement en vue de la création d'un parti unique de toute la gauche...

Seconde proposition concrète, concernant notre prochain conseil national consacré à l'Europe : intégrons d'emblée la question de la relance d'une dynamique politique pour la transformation de l'Union européenne, dans le prolongement de la victoire du Non en 2005.

Quant à la perspective des échéances européennes et régionales, lire dans le compte rendu de la réunion des secrétaires régionaux, à quelques mois d'un congrès, je cite : que « nous pouvons avoir une ligne nationale mais avec des atterrissages différents en fonction des réalités des différents terrains », excusez moi mais ça fait peur, et cela témoigne d'une crise de sens et de direction. Il faut une ligne politique, de la clarté, de la cohérence.